



**HAL**  
open science

## Puissance et économie chez Giovanni Botero

Romain Descendre

► **To cite this version:**

Romain Descendre. Puissance et économie chez Giovanni Botero. Revue de Métaphysique et de Morale, 2003, 3, p. 311-321. halshs-00119955

**HAL Id: halshs-00119955**

**<https://shs.hal.science/halshs-00119955>**

Submitted on 12 Dec 2006

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Romain Descendre

Ecole Normale Supérieure Lettres et Sciences Humaines, Lyon

« Puissance et économie chez Giovanni Botero », *Revue de métaphysique et de morale*, n°3 (2003), p. 311-321.

**Raison d'État, puissance et économie**  
**Le mercantilisme de Giovanni Botero**

Résumé :

*Dans le contexte de la réaction romaine aux guerres de religion française, Giovanni Botero, premier théoricien de la raison d'État, effectue une opération originale : il place la question économique au cœur même de la pensée politique et de la théorie de l'État. L'enjeu est de définir une pensée de l'État entièrement fondée sur une idée de puissance qu'il oppose explicitement au concept de souveraineté. Contre la nouvelle théorisation juridico-politique d'origine française qui ne cesse de se répandre en Europe, Botero propose ainsi un modèle politique qui allie l'analyse machiavélienne des rapports de forces et l'étude des conditions du développement économique des États.*

Abstract :

*In the context of the Roman reaction to the religious wars in France, Giovanni Botero, the first theorist of reasons of state, adopted an original approach: he placed the economic issue at the very heart of political thought and the theory of the state. At stake is the development of a conception of the state based entirely on a notion of power that Botero explicitly opposes to the concept of sovereignty. Working against the new juridico-political theorization that originated in France and kept spreading throughout Europe, Botero thus proposed a political model linking a Machiavellian analysis of power struggles with a study of the conditions governing the economic development of states.*

Parmi les nombreux chercheurs qui, depuis un peu plus de dix ans, ont consacré des travaux à la littérature de la raison d'État et à Giovanni Botero, Michel Senellart est le seul qui ait véritablement interrogé la fonction à la fois théorique et stratégique du discours économique chez l'auteur de la *Ragion di Stato* (1589). Botero effectue une opération originale : il place la question économique au cœur même de la pensée politique et de la théorie de l'État. Michel Senellart a consacré plusieurs textes à cette question : d'abord le chapitre III de *Machiavélisme et raison d'État*, puis l'article " La raison

d'État antimachiavélienne. Essai de problématisation <sup>1</sup> dans le volume collectif *La raison d'État : politique et rationalité*.

C'est là qu'il y formule l'hypothèse ce qu'il appellera plus tard " le paradoxe du souverain dans la pensée religieuse " <sup>2</sup> :

Mon hypothèse est la suivante : le problème qu'avait à résoudre l'ancien secrétaire de saint Charles Borromée (fonction qu'exerça Botero, après avoir quitté l'ordre des Jésuites, jusqu'en 1584) — et avec lui tous les théoriciens de la Contre-Réforme catholique — était de concilier deux exigences contradictoires : — l'une politique : l'État doit tendre vers le maximum de puissance pour exister ; — l'autre ecclésiastique : la puissance de l'État ne doit pas être telle que l'on ne puisse concevoir une autorité qui lui soit supérieure (en l'occurrence, celle de l'Église).

Toute la difficulté, en d'autres termes, consistait à trouver la force la plus grande possible qui ne donne pas au prince, cependant, une puissance absolue. Cette force ne pouvait être celle des armes : c'était la solution despotique, tournée vers la conquête. Elle ne pouvait pas non plus être celle de la loi : c'était la solution juridique, fondant la toute puissance du souverain. Entre la violence despotique et la loi souveraine, il ne restait à Botero qu'une réponse possible : la force de l'industrie. (...) On peut donc dire que Botero a inventé la raison d'État contre la *ragion d'interesse* du prince machiavélien, mais en rompant également avec la théorie de la souveraineté. La raison d'État ne se réduit ni au calcul habile, ni à la manifestation d'une volonté supérieure. Elle est un savoir technique que met en œuvre le prince, ouvrier de son propre État, pour augmenter sa puissance à travers la prospérité commune.<sup>3</sup>

L'économie est donc la réponse que donne Botero au paradoxe du souverain dans la pensée religieuse, c'est-à-dire à la double exigence contradictoire de l'augmentation de la puissance de l'État et de la soumission de l'État à l'autorité ecclésiastique.

Je me propose ici de reprendre cette hypothèse, de la vérifier notamment au vu des acquis récents d'autres chercheurs, puis j'essaierai de montrer comment on peut la préciser, sur un point en particulier : le rapport de Botero à Machiavel. Il me faudra prendre en compte non seulement la *Ragion di Stato* (1589), le texte qui généralement intéresse le plus la critique, mais aussi les *Cause della grandezza delle città* (1588), l'opuscule que Botero placera en appendice de son traité principal dans toutes les éditions à partir de 1590.

## **La puissance : économie *versus* souveraineté**

Pourquoi faut-il mettre en place une "raison d'État antisouveraine" ? Le travail historiographique récent a permis de resituer l'œuvre de Botero dans son contexte : elle prend naissance dans le cadre d'une opération politique et stratégique de neutralisation de la théorie de la souveraineté bodinienne de la part des autorités catholiques romaine.

Michel Senellart se réfère à l'appartenance jésuite de Botero et à sa qualité de secrétaire de saint Charles Borromée pour situer l'exigence religieuse et ecclésiastique à laquelle il devait répondre. Grâce surtout aux travaux d'Enzo Baldini<sup>4</sup>, on sait à présent que Botero a rédigé ses trois œuvres principales

<sup>1</sup> Michel SENELLART, *Machiavélisme et raison d'État*, PUF, Paris, 1989 ; " La raison d'État antimachiavélienne. Essai de problématisation ", in *La raison d'État : politique et rationalité*, dir. Christian Lazzeri et Dominique Reynié, PUF, Paris, 1992, p. 15-42.

<sup>2</sup> Michel SENELLART, *Les arts de gouverner*, Seuil, Paris, 1995, p. 201.

<sup>3</sup> " La raison d'État antimachiavélienne ", *cit.*, p. 38-39.

<sup>4</sup> Voir notamment : A. ENZO BALDINI, " Aristotelismo e platonismo nelle dispute romane sulla ragion di Stato di fine Cinquecento " in *Aristotelismo politico e ragion di Stato*, a cura di Enzo Baldini, Olschki, Firenze, 1995, p. 201-226 ;

alors qu'il était devenu au sens plein un intellectuel ecclésiastique de la Curie : il était 'consulteur' de la Congrégation de l'Index, c'est-à-dire un fonctionnaire de l'organe gouvernemental romain chargé de la censure des livres et de la rédaction de l'Index des livres interdits. Or c'est précisément durant les années où Botero intègre la Congrégation de l'Index que celle-ci se focalise sur les problèmes de la pensée politique, autant voire plus encore que sur les problèmes théologiques. Cela est dû à la recrudescence des guerres de religion en France, où apparaît un groupe nouveau — “ les Politiques ” — qui, afin de trouver une issue aux guerres civiles, soutient une pensée de l'État dévastatrice pour l'autorité de Rome. La nouvelle théorie de la souveraineté fonde en droit l'autonomie de l'État par rapport au problème confessionnel, et rend légitime la liberté de conscience et de culte. Avec *Les six livres de la République*, c'est Bodin qui a offert à ce groupe sa plus forte assise doctrinale, dès 1576. Mais pour Rome, ce n'est qu'à partir des années 1585 et suivantes que le problème acquiert une urgence catastrophique, puisque la mort du Duc d'Alençon implique que l'héritier légitime au trône de France devient Henri de Navarre, un hérétique.

Il faut donc de toute urgence censurer Bodin, d'autant plus qu'il a maintenant été traduit en latin (1583) et, ce qui est peut-être pire, en italien (1588). L'affaire est en fait beaucoup plus complexe, car à l'intérieur de la Curie s'opposent deux courants, l'un purement répressif et philo-espagnol qui veut brûler purement et simplement l'œuvre de Bodin, l'autre plus modéré et philo-français qui veut en neutraliser les effets anti-catholiques en se contentant de l'expurger. En tout état de cause, les cardinaux et les consultants comprennent bien que cette neutralisation ne peut être effective que si la censure ne se contente pas d'être négative et destructrice mais aussi positive et productrice : il faut une théorie politique alternative à la souveraineté, et les mieux à même de s'en charger sont en toute logique les “ consultants ” de la congrégation, puisque ce sont eux qui ont accès à tous les ouvrages politiques suspects. Botero fait partie de ces consultants, et son livre est le tout premier exemple de cette offensive d'une raison d'État catholique contre la théorie de la souveraineté.

Cela confirme donc en termes historiques la nature théorique “ antisouveraine ” de la pensée de Botero. Mais en quoi l'économie permet-elle de construire une idée de la puissance de l'État qui échappe au modèle de la souveraineté ? Botero ne justifie jamais son discours économique comme un moyen de s'opposer au discours juridico-politique. Il ne s'agit pas d'une réfutation, mais de la proposition d'un modèle alternatif, un moyen de penser la puissance en échappant entièrement au problème de la définition de la souveraineté temporelle, qui ne peut que faire vaciller l'autorité de l'Église.

Botero est l'un des tous premiers auteurs mercantilistes. Il lie étroitement le développement économique et la puissance de L'État. En quoi l'économie est-elle un facteur d'augmentation de la puissance ? Comme tous les mercantilistes, il considère que l'État doit être riche pour être puissant, selon l'adage extrêmement courant de “ l'argent nerf de la guerre “ , ou “ *pecunia nervus rerum* ”. La phrase revient très souvent dans ses œuvres, il la justifie à certains endroits, mais en général il considère

---

“ L'antimachiavélisme en Italie au début de la littérature de la raison d'État ” in *L'antimachiavélisme de la Renaissance aux Lumières*, Problèmes d'histoire des religions, 8/1997 éd. Alain Dierkens, Éditions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 1997, p. 15-31 ; “ Primi attacchi romani alla *Repubblica* di Bodin sul finire del 1588. I testi di Minuccio Minucci e di Filippo Sega ” in *Il Pensiero Politico*, 2001, anno XXXIV, n° 1, p. 3-40.

qu'il s'agit d'une évidence, et il n'y a en cela aucune originalité. Ce qui est beaucoup plus présent chez lui, c'est l'idée que la puissance de l'État réside dans sa population. Là encore, il ne s'agit pas d'une idée originale : le populationnisme fait partie intégrante du mercantilisme, et il a des origines anciennes (Louis XI déjà soutenait qu'un État fort est un État fortement peuplé). Toutefois, ce qui est spécifique à Botero et qui fait toute l'originalité de sa pensée, c'est qu'il ne se contente pas de préconiser le populationnisme, mais qu'il construit une bonne partie de sa pensée politique sur les conditions d'augmentation de la population, sur les causes et les conséquences de la croissance démographique.

Ainsi, les *Cause della grandezza delle città* sont entièrement vouées à cette fin : comment faire pour qu'une ville soit grande ? Mais d'abord, qu'est-ce qu'une ville "grande" ? Ce n'est pas la grandeur spatiale et extensive, l'étendue, qui importe, mais une grandeur intensive, définie par le nombre des hommes et leur puissance : " ce qu'on appelle la grandeur d'une ville n'est pas l'étendue du site ou le tour des murs, mais le grand nombre de ses habitants et leur puissance "<sup>5</sup>. La puissance et le nombre sont donc dès l'abord liés. Mais surtout, Botero établit déjà implicitement une équation à trois termes : la grande ville est une ville peuplée et riche, c'est-à-dire une ville puissante. Puissance traduit "*possanza*" en italien : un terme qui vient lui-même de la "*poissance*" de l'ancien français, et qui est extrêmement révélateur pour notre propos puisque Botero l'utilise aussi bien dans le sens de la *puissance* politique que dans celui de la *possession* économique. Ainsi dans le titre du chapitre "*Dell'aver in sua possanza qualche mercatanzia di momento*"<sup>6</sup>, " d'avoir en son pouvoir quelque commerce important ". Il s'agit bien d'un commerce sur lequel on exerce son pouvoir, c'est-à-dire que l'on contrôle, dans la mesure où on en possède la source sur son territoire : la puissance est ici clairement rapportée à une richesse possédée. Et de quoi s'agit-il lorsque Botero parle de la puissance, de la "*possanza*" des habitants ? Ce n'est évidemment pas une référence au pouvoir politique dont les habitants pourraient disposer ou auxquels ils pourraient participer (même lorsque Botero s'intéresse aux cités, les habitants dont il parle sont toujours des *sujets*, jamais des *citoyens*), mais à la puissance que confère la richesse, une puissance " sociale " déterminée par l'aisance, la richesse, les possessions.

Dans les *Cause*, l'un des principaux facteurs de l'augmentation de la population, c'est l'économie : l'activité économique produit de la richesse, ce qui entraîne nécessairement un afflux de population. Le livre prend donc en compte toutes les activités économiques — agriculture, industrie, commerce — et les évalue selon leur capacité plus ou moins grande à attirer la population. Surtout, l'auteur s'attache à déterminer, au moyen de ce que l'on appellerait aujourd'hui une sociologie urbaine comparative, les conditions physiques, territoriales, géographiques d'une part, et les conditions politiques et humaines d'autre part qui vont favoriser le développement des échanges et des activités économiques. Pour cela Botero spécifie un critère discriminant, celui de "*commodità*", terme qui revient tout au long du texte : la commodité, dans les *Cause*, se rapporte au territoire — commodité de la configuration d'un site, de sa situation par rapports aux autres villes, régions et pays, commodité des transports : c'est la traduction du critère de l'utilité dans le domaine de la géographie, qui fonctionnalise

---

<sup>5</sup> Giovanni BOTERO, *Delle cause della grandezza e magnificenza delle città*, in *Della ragion di Stato con tre libri delle cause della grandezza delle città*, a cura di Luigi Firpo, UTET, Torino, 1948 (édition pour laquelle nous utiliserons désormais l'abréviation *RS*), p. 345.

<sup>6</sup> *Delle cause della grandezza e magnificenza delle città*, in *RS*, p. 377.

et instrumentalise entièrement le territoire. Ce point est important car c'est sans doute l'une des premières fois qu'est développée de façon systématique la notion de *site* à des fins civiles, c'est-à-dire politiques et économiques et non pas simplement militaires et défensives. Cela participe d'un processus de *territorialisation* de la politique, qui fait toute l'originalité de Botero et crée dès les *Cause* les conditions d'une pensée géopolitique qui s'exprimera pleinement dans les *Relazioni universali* (1591-1594).

Mais revenons à la question économique. Dans les textes, population et richesse deviennent finalement une seule et même chose, si bien que l'on trouve au moins à quinze reprises l'association directe de deux termes signifiant "richesse" et "population", que ce soit sous les formes nominales "*popolo e ricchezza*" ou verbales "*aggrandire e arricchire*" : lorsque Botero cherche les conditions de l'accroissement des villes, il cherche conjointement l'augmentation de la population et l'enrichissement général de la communauté. Mais la définition de la puissance comme conjonction de la croissance de la population et du développement économique n'est pas simplement liée à la perspective de la croissance urbaine, et concerne tout autant la théorie de l'État. Dans la *Ragion di Stato* puis dans les *Relazioni universali* l'idée de puissance étatique est traduite de façon quasiment systématique par le pluriel "*forze*", les forces. Ainsi, alors que les six premiers livres de la *Ragion di Stato* s'attachent avant tout au problème de la sécurité de l'État, et notamment de sa sécurité intérieure, mais aussi (livre VI) de sa sécurité défensive face aux ennemis extérieurs, les livres VII à X se concentrent entièrement sur le problème des "*forze*". Or qu'est-ce donc que ces "*forze*" ? Dans un premier temps, le livre VII voit les forces de l'État sous leur aspect purement financier : l'État fort est celui qui est riche, et Botero détermine toute une politique des finances, fondée sur des impôts modérés, une pratique retenue de l'emprunt public, une gestion rationnelle du trésor etc. Mais à partir du chapitre VII, 11, intitulé "*Della gente*" (sous-entendu les gens de l'État, *ie* sa population), il se met à parler des "vraies forces", en opposition aux forces précédentes, et dit ceci :

Veniamo ora alle vere forze, che consistono nella gente, perché a questa ogni altra forza si riduce; e chi abbonda d'uomini, di tutte quelle cose anco abbonda, alle quali l'ingegno e l'industria dell'uomo s'estende, come apparirà nel progresso di questo nostro discorso, onde, d'ora innanzi, noi useremo indistintamente del nome ora di gente, ora di forze (Venons en à présent aux vraies forces, qui consistent dans les gens, puisque c'est à cette force là que toutes les autres se réduisent : qui a des hommes en abondance a aussi en abondance toutes les choses qui concernent le génie et l'industrie de l'homme (...)) et donc, dorénavant, nous userons indistinctement tantôt du mot gens tantôt du mot forces)<sup>7</sup>.

La puissance de l'État semble se réduire entièrement à la quantité de sa population, car c'est finalement toute l'activité humaine ("le génie et l'industrie de l'homme") qui rend un État puissant. Toutefois, par rapport aux *Cause*, l'emploi des mots n'est plus le même ici : alors que le terme qui servait à désigner la population était celui de *popolo*, Botero emploie maintenant systématiquement le mot *gente*. Or dans l'italien du XVI<sup>e</sup> siècle, il s'agit d'un terme fortement connoté : *gente* signifie tout autant "troupe" ou "armée" que "peuple" ou "population". Voilà aussi pourquoi il lui est aussi aisé d'affirmer la synonymie de "*gente*" et "*forze*". C'est déjà là le signe que le modèle de puissance que propose la raison d'État botérienne contient encore une composante militaire importante : en cela la puissance de Botero reconduit aussi le modèle machiavélien.

---

<sup>7</sup> RS, VII, 11, p. 238.

## Machiavel contre Bodin

Si l'insistance de Botero sur le thème de la puissance et l'importance qu'il attribue dans ce cadre à l'économie ont clairement une fonction stratégique "antisouveraine", ont-ils aussi pour autant une fonction "antidespotique" ou "antimachiavélienne"? Ne faut-il pas plutôt penser que l'opposition de Botero au discours juridico-politique de la souveraineté l'incite à replacer le discours politique sur le terrain proprement italien des rapports de force — celui de Machiavel et de Guicciardini? Autrement dit, au-delà des déclarations d'intention anti-machiavéliennes que l'on trouve dans la dédicace de la *Ragion di Stato*, et d'un anti-machiavélisme de façade qui est devenu le lot commun de tous les penseurs catholiques, proches de la Ligue en France ou de la Curie en Italie, la question des *forze* chez Botero n'est-elle pas une tentative d'appropriation, dans un contexte contre-réformiste, de l'analyse politique des grands penseurs florentins?

Plusieurs éléments pourraient servir à conforter cette hypothèse. On peut par exemple montrer que la façon dont Botero définit et conçoit le *Stato* comme "*dominio fermo sopra i popoli*" est une reprise du *Stato* machiavélien défini comme "*dominio*" qui a "*imperio sopra gli uomini*", à l'opposé de la *République* de Bodin qui est une "réunion de plusieurs ménages sous puissance souveraine"<sup>8</sup>. Alors même que la notion a une origine clairement juridique (*dominium*), le *dominio* de Botero ne caractérise plus que le fait de la relation de pouvoir univoque du prince sur les sujets; à l'inverse, la "puissance souveraine" de Bodin donne lieu à une vaste entreprise de légitimation juridique. On pourrait aussi montrer que l'idée de prudence propre à la raison d'État, telle que Botero la développe notamment dans ses "*capi di prudenza*", afin de fournir au prince des règles pour la conservation de l'État, sont écrits dans la même "langue politique" que le *Prince* ou, de façon plus évidente encore, que les *Ricordi* de Guicciardini.

Mais nous aimerions surtout nous arrêter ici sur un passage de la *Ragion di Stato*, rarement cité<sup>9</sup>, où la disqualification explicite du thème de la souveraineté s'effectue au profit d'une idée de la puissance directement issue de Machiavel. Il s'agit du chapitre IX, 2, au titre on ne peut plus machiavélien et bodinien de "Si le prince doit ou non aguerrir ses sujets". Botero y oppose les deux sens que peut avoir le mot "indépendance" lorsqu'il est attribué aux États. La première forme d'indépendance, dit-il, est celle qui consiste à ne pas avoir de supérieur, et qui fait du chef de l'État un "seigneur absolu et souverain"; la seconde est celle de tous ceux "qui n'ont pas besoin de l'aide et de l'appui des autres", car "ils ont des forces supérieures ou égales à celles leurs ennemis". Le premier modèle, celui du prince "souverain" (*soprano*) est dit "accidentel et externe"; le second, celui du prince "puissant" (*poderoso*) est dit "substantiel et intrinsèque". Seul le second modèle, l'indépendance que procure la puissance, permet d'assurer la conservation de l'État — objectif suprême

<sup>8</sup> Sur cet aspect je me permets de renvoyer à mon article "Giovanni Botero et la langue machiavélienne de la politique et de la guerre", à paraître dans le volume *Machiavel : la république et la guerre*, éd. Alessandro Fontana, Jean-Louis Fournel et Jean-Claude Zancarini, NAME editore, Gênes, 2003.

<sup>9</sup> Mais Michel Senellart le cite dans son article dans son article "La raison d'État antimachiavélienne", *op. cit.*, p. 39.

de la raison d'État boterienne<sup>10</sup>. Lorsque Botero caractérise cette première forme d'indépendance comme celle “ *che esclude maggioranza e superiorità* ”, il a en ligne de mire la définition bodinienne de la souveraineté : “ celui est absolument souverain, qui ne reconnaît rien plus grand que soi après Dieu ”<sup>11</sup>. La question du “ *poderoso* ” et des “ *forze sufficienti alla conservazione dello Stato* ” agit donc bien dans la pensée de Botero à la fois comme un substitut et comme un antidote au concept de souveraineté. Tout ce passage est d'autant plus remarquable qu'il représente un cas presque unique de qualification du prince au moyen du terme juridico-politique de “ souverain ”<sup>12</sup>. En règle générale, l'opposition à Bodin apparaît bien plus à travers une stratégie de l'évitement et du silence plutôt qu'au moyen d'une opposition frontale contre ses thèses. Ici, le message est clair : pour la politique et les relations entre les États, toute l'œuvre de Bodin consacrée à définir l'extension et les limites de la souveraineté ne sert à rien, seule compte la puissance relative des États les uns par rapport aux autres. Or ce thème de la puissance relative vient tout droit du chapitre 10 du *Prince*, au titre significatif “ *Quomodo omnium principatum vires perpendi debeant* ”. Il s'agit précisément de savoir “ *se uno principe ha tanto stato che possa, bisognando, per sé medesimo reggersi, o vero se ha sempre necessità della difesa d'altri* ”<sup>13</sup>. Lorsqu'il parle du “ *star da sè* ”, des “ *forze sufficienti alla conservazione dello Stato* ”, ou encore, ailleurs de “ *mantenersi senza bisogno dell'altrui soccorso* ”, Botero se replace donc de toute évidence sur le terrain machiavélien.

Ce n'est pas tout : toute cette argumentation contre la souveraineté et en faveur de la puissance sert à introduire la question, machiavélienne par excellence, des *armi proprie*. Dans la suite du chapitre, Botero reproduit et synthétise le discours de Machiavel contre les milices étrangères. Il montre qu'il connaît bien non seulement le *Prince* et les *Discours*, mais tout autant *L'art de la guerre* : comme Machiavel, il emploie notamment le latinisme rarissime *deletto* pour parler de la levée des troupes<sup>14</sup> ;

<sup>10</sup> “ Per decider questa controversia, presupponiamo che il principale stabilimento di un dominio si è l'indipendenza e lo star da sè. Or l'indipendenza è di due sorti, perchè l'una esclude maggioranza e superiorità, ed in questa maniera il Papa, l'Imperatore, il re di Francia, d'Inghilterra, di Polonia, sono principi indipendenti ; l'altra indipendenza esclude bisogno d'aiuto e d'appoggio altrui, nel qual modo sono indipendenti quelli, che han forze o superiori o uguali a' nemici ed agli emoli loro. Di queste due indipendenze la più importante è la seconda, perchè quella è quasi accidentale ed esterna, questa sostanziale ed intrinseca ; quella fa ch'io sia signore assoluto e soprano, questa ch'io sia poderoso e di forze sufficienti alla conservazione dello Stato mio e ch'io sia veramente principe grande ”, *RS*, IX, 2, p. 270. (“ Pour résoudre cette controverse, présumons que le fondement principal d'une seigneurie est son indépendance, et le fait de pouvoir rester seule. Or l'indépendance est de deux sortes. L'une exclut toute majorité et toute supériorité, et c'est de cette manière que le Pape, l'Empereur, les rois de France, d'Angleterre et de Pologne sont indépendants. L'autre indépendance exclut le besoin de l'aide et de l'appui d'autrui : de cette façon, sont indépendants tous ceux qui ont des forces supérieures ou égales à leurs ennemis et à leurs émules. De ces deux indépendances, la plus importante est la seconde : l'une est accidentelle et externe, l'autre est substantielle et intrinsèque ; l'une fait de moi un seigneur absolu et souverain, l'autre me rend puissant et me donne des forces suffisantes pour la conservation de mon État : elle fait de moi un prince véritablement grand ”).

<sup>11</sup> Jean BODIN, *Les six livres de la République*, 6 vol., Fayard, Paris, 1986 [dixième édition, 1593], I, 7, p. 114.

<sup>12</sup> Le seul autre cas où le prince est qualifié de *soprano* dans la *Ragion di Stato* apparaît lorsque Botero oppose le prince suzerain à ses feudataires, ou encore “ *signori particolari* ”. Cf. *RS*, IV, 5, p. 164.

<sup>13</sup> Chap. X, “ De quelle façon on doit peser les forces de tous les principats ” : “ un prince a-t-il un tel état qu'il puisse, si besoin est, tenir par lui-même, ou bien est-il toujours dans la nécessité d'être défendu par autrui ? ”, MACHIAVEL, *De Principatibus – Le Prince*, éd. Jean-Louis Fournel et Jean-Claude Zancarini, texte italien établi par Giorgio Inglese, PUF, Paris, 2000, X, 1, p. 106-107.

<sup>14</sup> Le chapitre “ Della scelta de' soldati ” (*RS*, IX, 3, p. 275) commence ainsi : “ Or la prima via di far i tuoi soldati ardit e valorosi sarà il *deletto*, o vogliamo dire *scelta*, perchè non tutti sono atti d'animo, non disposti di corpo a durare i travagli e i disagi della milizia (...) ”. Machiavel : “ Sendo pertanto necessario prima trovare gli uomini, conviene venire al *deletto* di essi, ché così lo chiamavano gli antichi ; il che noi diremmo *scelta*, ma, per chiamarlo per nome più onorato, io voglio gli serviamo il nome del *deletto*. ”, Niccolò MACHIAVELLI, *Dell'arte della guerra*, I, 13, in *Opere*, I, a cura di Corrado Vivanti, Einaudi-Gallimard, Torino, 1997, p. 545 (c'est moi qui souligne).



suyvant de très près les instructions du livre III, il défend la supériorité des légions romaines sur les phalanges macédoniennes en mettant en valeur notamment leur tripartition<sup>15</sup> ; il explique dans les mêmes termes que Machiavel les fonctionnements respectifs des deux types d'armées, et il lui emprunte l'idée selon laquelle les Suisses ont imité le modèle des phalanges plutôt que celui des légions<sup>16</sup>. Botero souligne enfin la supériorité des armées suisses par rapport aux Italiens dans le domaine de l'*ordinanza*, se souvenant sans doute à la fois des remarques de Machiavel<sup>17</sup> et de celles de Guicciardini dans la *Storia d'Italia*<sup>18</sup>, concernant l'efficacité des carrés suisses.

Lorsque Botero fait appel à l'économie comme facteur d'augmentation de la puissance étatique, il semble donc bien qu'il n'est pas dans une logique anti-machiavélique, mais qu'à l'inverse il s'attache à intégrer l'économie dans une conception typiquement machiavélique des rapports de force, où la guerre a pour la politique une valeur paradigmatique. Du reste, Michel Senellart ne dit pas autre chose lorsqu'il rappelle que le mercantilisme ne réussit pas complètement à " sortir de l'espace du machiavélisme " <sup>19</sup>. Mais il n'est pas sûr que Botero ait véritablement tenté d'en sortir. Dans la *Ragion di Stato*, les mesures visant à favoriser la croissance économique, l'accent mis sur le développement de l'industrie, la volonté de rendre le commerce le plus libre possible, ont pour objectif premier l'augmentation de la *gente*, de la population susceptible d'augmenter le nombre des troupes et la puissance militaire. Certes, ce qui différencie radicalement les deux penseurs politiques italiens, c'est que la guerre et la politique étaient pensées toujours chez Machiavel sur le mode de la conquête, alors que les objectifs de Botero sont la conservation, le *statu quo*, la stabilisation des équilibres existant. Les contextes sont différents : alors qu'avec les guerres d'Italie une menace constante provenait de l'extérieur, c'est d'abord depuis l'intérieur que les guerres de religion minent les États à la fin du XVIe siècle. Pour Machiavel, face à la généralisation d'un nouveau type de guerres, beaucoup plus rapides, bien plus violentes et dévastatrices qu'auparavant, et face à la transformation de la Péninsule en un immense champ de bataille pour les grandes puissances étrangères, la réponse consiste à intégrer les nouveaux paramètres de la conquête militaire dans la pensée politique. Si Machiavel représente un tournant, c'est sans doute parce qu'à partir de lui la politique et la guerre ne peuvent plus être pensées indépendamment l'une de l'autre : la guerre " *è sola arte che si aspetta a chi comanda* " (" le seul art qui convient à celui qui commande " ) <sup>20</sup>. Pour survivre, l'État doit à tout prix se diriger vers la conquête. L'Italie de Botero en revanche est très largement stabilisée du fait d'une domination espagnole sans partage. Au niveau européen, l'instabilité et la guerre entre les États apparaissent au Piémontais

---

<sup>15</sup> On retrouve ainsi la division des légions en " tre sorti di soldati : prencipi, astati, triarii " ; cf. MACHIAVELLI, *Dell'arte della guerra*, III, 1, p. 591 : " i romani avevano tripartita ciascuna legione in astati, prencipi e triarii ".

<sup>16</sup> Comparer tout le chapitre IX, 6 " Dell'ordinanza " à *Dell'arte della guerra*, III, 1 p. 591-593.

<sup>17</sup> Cf. *Discorsi sulla prima deca di Tito Livio*, II, 4 et 16-19, ainsi que *De Principatibus*, XIII.

<sup>18</sup> Cf. Francesco GUICCIARDINI, *Storia d'Italia*, Livre I, chap. XI. Concernant l'art de la guerre chez Guicciardini, cf. Pierre BENEDITTINI, " La guerre et son lexique dans l'*Histoire d'Italie* " in Francesco GUICCIARDINI, *Histoire d'Italie*, éd. Jean-Louis Fournel et Jean-Claude Zancarini, Robert Laffont, Paris, 1996, II, p. 690-700.

<sup>19</sup> Michel SENELLART, *Machiavélisme et raison d'État*, cit., p. 89-91.

<sup>20</sup> *De Principatibus*, XIV, 1. " En fait, ce qui est premier, la véritable nouveauté épistémologique de tous les textes machiavéliens, c'est l'articulation obligée entre la guerre et la politique comme condition *sine qua non* de toute pensée de l'une et de l'autre ", Jean-Louis FOURNEL, " Stratégies de citoyens (La question des *armi proprie* chez Machiavel et Guicciardini) ", in *Les guerres d'Italie. Histoire, pratiques, représentations*, Actes du Colloque international (Paris, 9-10-11 décembre 1999), éd. D. Boillet et M. F. Piéjus, Centre International de recherche sur la Renaissance Italienne, 25, Université Paris III Sorbonne Nouvelle, 2002, p. 142.

déterminés bien plus par la fracture religieuse que par la volonté ou la nécessité de la conquête. Le premier des dangers vient donc de l'intérieur : ce n'est plus la guerre qui fait et défait les États, mais la division interne et les troubles religieux qui provoquent les guerres. La " *quiete* " (le repos) et la neutralisation des " *novità* " (les " *nouvelletez* " dont parlait Montaigne) sont donc les premiers objectifs de la politique intérieure des États.

Cependant, il faut sans doute voir un effet durable des guerres d'Italie, et de la pensée politique qu'elles ont largement contribué à engendrer, dans le fait que Botero souligne qu'un État ne peut assurer sa survie qu'en développant sa puissance. Comme Machiavel, Botero insiste sur le fait que la puissance ne peut être justement évaluée que par la capacité d'un État à résister à tous les autres : seule compte son indépendance politique et militaire, et c'est le développement de ses forces qui lui permet d'atteindre cet objectif. Par là, Botero s'attache une fois de plus à déplacer la pensée politique du terrain bodinien de la souveraineté pour mieux la resituer dans le champ machiavélien des rapports de force. Sans doute, contrairement à Machiavel, Botero propose-t-il un schéma plus défensif qu'offensif, marqué plus sensiblement par l'exigence de la conservation que par celle de la conquête. Mais si la conservation de l'État est prioritaire, l'insistance sur le développement des forces tient au fait qu'elles concernent tout autant la nécessité de sa croissance : " les forces d'un prince ont pour fin la conservation ou l'agrandissement de l'État " <sup>21</sup>. C'est donc aussi parce qu'avec Botero la guerre reste toujours l'horizon de la pensée politique que le prince doit avoir pour objectif de développer la puissance de l'État – et donc aussi sa force économique.

---

<sup>21</sup> " Il fine delle forze di un prencipe si è la conservazione o ampliazione dello Stato " *RS*, VII, 10, p. 233.